



COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES
CEA PARIS-SACLAY
91191 GIF-SUR-YVETTE CEDEX

Affaire suivie techniquement par :
M. Patrick HEDE
DRT/LIST/UIPF
Téléphone : 01 69 08 01 45
patrick.hede@cea.fr

Affaire suivie commercialement par :
Mme Aleksandra NADAL
Service des Marchés et Achats
Téléphone : 01.69.08.90.64
aleksandra.nadal@cea.fr

**RENOUVELLEMENT DE SERVEURS
GPUs POUR FACTORYIA**

Projet de marché n° B25-02128-AN

Entre

Le **Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives**, établissement à caractère scientifique, technique et industriel dont le siège est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15^{ème} - immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS Paris B 775 685 019, représenté par **Monsieur / Madame**, en qualité de.....

ci-après dénommé « le CEA »,

Et

La société, domiciliée, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de sous le numéro RCS représentée par, en qualité de

ci-après dénommée « le Titulaire »,

ci-après désignés individuellement par la « Partie » et collectivement par les « Parties ».

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

CEA PARIS-SACLAY

Service des Marchés et Achats (SMA)
Centre CEA Saclay | Bât 530 | PC 98 |
91191 Gif-sur-Yvette Cedex

Établissement public à caractère industriel et commercial | RCS Paris B 775 685 019



SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES.....	3
ARTICLE 3 - ETENDUE ET CONTENU DE LA PRESTATION	4
ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES	4
ARTICLE 5 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	5
ARTICLE 6 - CLAUSE SOCIALE	5
ARTICLE 7 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	5
ARTICLE 8 - QUALITE	7
ARTICLE 9 - REMISE DE LIVRABLES DOCUMENTAIRES	7
ARTICLE 10 - INTERLOCUTEURS	8
ARTICLE 11 - LIVRAISON	9
ARTICLE 12 - INSTALLATION ET ESSAIS SUR SITE	9
ARTICLE 13 - FORMATION DU PERSONNEL CEA.....	9
ARTICLE 14 - RECEPTIONS.....	10
ARTICLE 15 - GARANTIE.....	10
ARTICLE 16 - DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION.....	11
ARTICLE 17 - MONTANT.....	11
ARTICLE 18 - REGIME FISCAL	12
ARTICLE 19 - CONDITIONS DE FACTURATION	12
ARTICLE 20 - CONDITIONS DE PAIEMENT	12
ARTICLE 21 - SOUS-TRAITANCE	13
ARTICLE 22 - PENALITES.....	13
ARTICLE 21 - RESILIATION	13
ANNEXE 1 - PERSONNEL DU TITULAIRE.....	15



**ARTICLE 1 - OBJET****1.1 Dispositions générales**

Le présent marché définit les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, la fourniture et l'installation de serveurs de calculs HPC identiquement composés de GPUs refroidis par air pour le CEA List au sein du cluster de calcul « FactoryIA » au TGCC (Très Grand Centre de Calcul du CEA).

Le(s) serveur(s) de calculs est/sont ci-après-dénommé(s) « Equipement » ou « Equipements ».

L'ensemble constitué des Équipements fournis par le Titulaire et des serveurs déjà installés au TGCC dans la salle FactoryIA est ci-après-dénommé « plateforme FactoryIA ».

1.2 Unité bénéficiaire

La réalisation de ces prestations sera effectuée pour le compte de la Direction de la recherche technologique (DRT), Laboratoire d'intégration des Systèmes et des Technologies (LIST).

ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché et de ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- le dossier de consultation du CEA référencé CEA/P-SAC/SMA/BEPII/ B25-02128-AN daté du 27/05/2025, avec, faisant partie intégrante de celui-ci, et par ordre de priorité décroissante:
 - les Spécifications Techniques constituées du cahier des charges référencé LIST/DIR/LIST24-017 ind.C du 16/05/2025,
 - la procédure d'accès au TGCC (Très Grand Centre de Calcul du CEA) ;
 - les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA (édition janvier 2022) ;
- à titre supplétif, la proposition du Titulaire référencée datée du
(à compléter par le soumissionnaire)

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

ARTICLE 3 - ETENDUE ET CONTENU DE LA PRESTATION

Les prestations sont forfaitaires et se décomposent en une part ferme et cinq options définies comme suit :

3.1 Partie ferme

Les prestations sont décrites dans les Spécifications Techniques du CEA référencées à l'article 2 *supra*, et sont décrites comme suit :

- La fourniture d'un Equipement
- L'installation matérielle d'un Equipement
- La configuration logicielle d'un Equipement
- La recette provisoire d'un Equipement
- La formation
- Le support technique de 3 ans
- Une garantie constructeur de 3 ans

3.2 Partie optionnelle

- Option N°1 : La fourniture de 1 Equipement supplémentaire
- Option N°2 : La fourniture de 2 Equipements supplémentaires
- Option N°3 : La fourniture de 3 Equipements supplémentaires
- Option N°4 : La fourniture de 4 Equipements supplémentaires
- Option N°5 : La fourniture de 5 Equipements supplémentaires

Les options 1 à 5 pourront être levées par le CEA à la signature du marché. L'option levée à la signature du marché fera partie intégrante de la part ferme du marché.

ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES

4.1 Obligations du Titulaire

4.1.1 Obligation de résultat

Les prestations, objet du présent marché, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, sont assorties d'une obligation de résultat.

Il appartient au Titulaire de prendre toutes les dispositions qu'il jugera nécessaires et de demander aux interlocuteurs du CEA toutes les informations requises pour satisfaire à l'obligation de résultat.

4.1.2 Obligation de conseil

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde du CEA.

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution de la prestation qui lui est dévolue au titre du marché, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque



nature que ce soit, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa prestation et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

4.2 Obligations du CEA

Le cas échéant, le CEA mettra à disposition du Titulaire tout document et informations nécessaires à l'exécution du présent marché.

Dans l'hypothèse d'une indisponibilité des éléments précités, les Parties se rapprocheront pour en définir l'incidence sur l'exécution du marché.

ARTICLE 5 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Le Titulaire s'engage à :

- ce que l'Equipement soit livré dans un emballage constitué de biomatériaux, matières recyclées ou recyclables ;
- intégrer des fonctionnalités permettant de réduire l'impact sur l'environnement (mise en veille, démarrage rapide, faible consommation d'énergie....) ;
- privilégier des outils, supports et cycles de vie des produits respectueux de l'environnement et faiblement émetteur en CO₂ ;
- à prévoir des moyens de recyclage des composants de l'Equipement après usage et en fin de cycle de vie ;
- à optimiser le chargement des camions et le circuit de distribution pour la livraison de l'Equipement.

ARTICLE 6 - CLAUSE SOCIALE

Le Titulaire s'engage, par ses mesures de politique sociale, à promouvoir l'égalité et la mixité professionnelle en faveur des profils susceptibles d'être affectés à l'exécution des prestations ou participant de manière directe ou indirecte au marché en justifiant d'actions spécifiques menées pendant la durée du marché.

ARTICLE 7 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

7.1 Conformité aux normes

L'Equipement devra être conforme aux normes de sécurité en vigueur en France et notamment de sécurité électrique (électrification et chauffage). Elle présentera une sécurité absolue de fonctionnement et de fiabilité, compte tenu de l'utilisation envisagée. Elle devra être en tous points conformes aux dispositions réglementaires prises en application du code du travail.



Tout élément de l'Équipement sera accompagné de sa documentation technique complète en langue française et en particulier des prescriptions et consignes d'installation, de mise en service et d'utilisation. Seront également joints, les certificats de conformité d'épreuves et toutes attestations spécifiques ou réglementaires relatifs à l'Équipement.

7.2 Connaissance des lieux et de l'environnement

En complément des renseignements qui lui sont fournis dans les pièces du présent marché, et conformément aux dispositions de l'article 4.1 des CGA, le Titulaire doit avoir effectué les vérifications préalables, avoir relevé sur place ou avoir demandé au CEA tous les renseignements complémentaires qui lui sont nécessaires pour établir son prix forfaitaire, notamment en ce qui concerne le contexte spécifique du présent marché.

Par conséquent, le Titulaire ne pourra en aucun cas prétendre à un supplément de prix par suite, soit d'insuffisance de description, soit de difficulté d'accès ou d'organisation due aux particularités de la prestation.

7.3 Moyens mis en œuvre par le Titulaire

Le Titulaire prend en charge l'ensemble des consommables ayant trait à l'exécution des prestations même lorsque cette exécution s'effectue dans les locaux du CEA, notamment les connectiques, câbles, adaptateurs et autres équipements afin que le fonctionnement soit avéré.

Le Titulaire fournit à son personnel et sous sa seule responsabilité le matériel nécessaire à l'exécution du marché conformément aux dispositions de l'article 18.2 des CGA.

Le Titulaire veille à ce que son personnel n'utilise pas les matériels appartenant au CEA qui ne sont pas mis normalement à sa disposition dans le cadre du marché.

Si des matériels appartenant au CEA étaient prêtés au Titulaire, celui-ci les mettrait en œuvre sous sa seule responsabilité.

7.4 Matériels mis à disposition par le CEA

Le Titulaire installera les Équipements sur la plateforme FactoryIA existante sans perturbation du fonctionnement. En cas de dysfonctionnement constaté à l'installation, le Titulaire s'engage à rétablir l'état de fonctionnement initial.

7.5 Horaires

Les locaux du CEA du TGCC à Bruyères-le-Châtel sont accessibles de 8h30 à 17h00, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et des jours programmés de fermeture décrétés par le CEA.

Pour l'année 2025, ces derniers sont les suivants :

- ⇒ vendredi 30 mai,
- ⇒ lundi 11 août au jeudi 14 août,
- ⇒ mercredi 24 décembre au mercredi 31 décembre



Les jours de fermeture pour l'année 2026 seront communiqués au Titulaire, à sa demande, en début d'année.

Si un travail doit s'effectuer ou se prolonger hors des horaires de travail du CEA, le responsable du Titulaire doit obtenir l'accord préalable du Chef d'installation.

7.6 Personnel du Titulaire

Les dispositions applicables au personnel du Titulaire sont décrites en annexe 1 du présent marché.

ARTICLE 8 - QUALITE

Le Titulaire appliquera les règles relatives aux normes ISO 9001 et ISO 14001 (dernières versions en vigueur).

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système Qualité. A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits qualité effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA. Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

S'il apparaît que certaines dispositions du système Qualité sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente au CEA, dans les délais requis, les modifications nécessaires.

ARTICLE 9 - REMISE DE LIVRABLES DOCUMENTAIRES

9.1 Remise de documents

Au titre de l'exécution du présent marché, le Titulaire est tenu de remettre au CEA l'ensemble des livrables documentaires mentionnés dans les Spécifications Techniques, notamment :

- la documentation d'installation et de configuration des nouveaux matériels,
- la documentation technique complète des Équipements et en particulier les prescriptions et les consignes d'installation, de mise en service,
- le procès-verbal des tests de fonctionnement des Équipements sur site.

9.2 Interventions lors de la garantie

Chaque intervention du Titulaire sur l'Équipement, dans le cadre de la garantie donnera lieu à l'établissement d'un rapport d'intervention, rappelant la prestation effectuée, les pièces remplacées ou qui seront à changer ultérieurement et précisant éventuellement les renseignements ou conseils techniques nécessaires à un bon fonctionnement de l'Équipement.

Ces rapports, établis par le Titulaire, seront signés par le Titulaire et par le CEA.

Le Titulaire sera responsable de la bonne exécution technique et matérielle des prestations à sa charge dans le cadre du présent marché. Toute prestation reconnue défectueuse sera reprise par le Titulaire dans les délais les plus brefs et à ses frais.



9.3 Validation des livrables

Le Titulaire soumettra les livrables à la validation du CEA. Il prévoit en outre, à ses frais et risques, la révision de l'ensemble de ces livrables en fonction des remarques du CEA.

Le CEA disposera d'un délai de CINQ (5) jours ouvrés à compter de la date de remise des livrables pour faire part au Titulaire de son accord ou de ses remarques éventuelles sur le contenu et la présentation des livrables.

En cas de remarques, le Titulaire prendra en compte, sans frais supplémentaires pour le CEA, les demandes de rectifications formulées par le CEA, ceci dans un délai maximum de CINQ (5) jours ouvrés. Ces rectifications devront également être validées par le CEA.

Le fait que le CEA approuve ou valide tout ou partie des livrables ne diminue ou ne limite en aucune manière la responsabilité du Titulaire.

9.4 Format et support des livrables

Tous les livrables remis par le Titulaire au CEA seront réalisés sur des supports compatibles avec ceux utilisés par le CEA.

Les livrables, transmis au CEA pour validation, seront remis en UN (1) exemplaire sous format électronique (dans une version modifiable et une version non modifiable type pdf).

Les livrables validés seront remis au CEA sous la forme d'UN (1) exemplaire sous format électronique.

9.5 Archivage

Le Titulaire archivera les dossiers remis pendant une durée minimale de 10 ans. Au-delà de cette période, aucun document ne pourra être détruit sans l'accord préalable écrit du CEA.

De même, le Titulaire sauvegardera à l'identique les données relatives aux dossiers précités, de sorte qu'il soit en mesure de fournir un exemplaire supplémentaire sous format électronique sur demande du CEA.

ARTICLE 10 - INTERLOCUTEURS

Pour l'exécution du présent marché, les Parties désignent comme interlocuteurs :

Société	Nom de l'interlocuteur	Tel	Mail
CEA	Patrick HÈDE	01 69 08 01 45	patrick.hede@cea.fr
Titulaire	XXXXXXXXX	XX XX XX XX XX	xxxxxx@xxxxx.xxx

Les interlocuteurs du Titulaire, désignés ci-avant, ont qualité pour le représenter vis-à-vis du CEA.



Au cas où ces responsables ou un membre de l'équipe, serait remplacé, le Titulaire s'engage à avertir le CEA dans les meilleurs délais. Une période de recouvrement d'une durée d'UN (1) mois sera effectuée aux frais du Titulaire, afin de procéder aux transferts d'informations, et aux différentes modalités administratives internes au CEA. Le Titulaire s'engage à procéder au remplacement par du personnel de qualification et d'expérience jugées au moins équivalentes.

ARTICLE 11 - LIVRAISON

Les livraisons partielles ne sont pas autorisées par le CEA dans le cadre de ce marché.

Le Titulaire prend à sa charge les coûts associés au transport, à l'emballage, à l'assurance et au déchargement au TGCC, rue de la Piquetterie, à Bruyères- le-Châtel (91680) entre 8h30 et 17h00, étant précisé que le transfert de risque s'opère au moment du transfert de propriété.

Les consignes de livraison du TGCC sont décrites dans le document « procédure d'accès au TGCC ».

ARTICLE 12 - INSTALLATION ET ESSAIS SUR SITE

12.1 Installation

L'installation des Équipements sera réalisée par le Titulaire conformément aux dispositions des Spécifications Techniques.

Un état des lieux sera réalisé par le CEA et le Titulaire afin d'attester du bon fonctionnement de la plateforme FactoryIA avant l'intervention du Titulaire. Dans le cas où, après l'intervention du Titulaire, un problème est constaté sur la plateforme FactoryIA, le Titulaire s'engage à remettre la plateforme FactoryIA en parfait état de fonctionnement (hors panne matérielle sur les serveurs existants).

En fin de prestations, le Titulaire procédera au nettoyage de l'emplacement afin de le laisser dans un parfait état de propreté.

12.2 Essais sur site

Les essais sur site des Équipements et de la plateforme FactoryIA seront effectués conformément aux prescriptions définies aux paragraphes 6 et 7 des Spécifications Techniques citées à l'article 2 du présent marché, ainsi qu'aux dispositions de l'article 32.4 des CGA.

Ces essais seront réalisés par le CEA via un programme de test du CEA conformément aux dispositions des Spécifications Techniques.

ARTICLE 13 - FORMATION DU PERSONNEL CEA

Le Titulaire assurera la formation du personnel CEA chargé d'utiliser l'Équipement, conformément aux dispositions prévues dans les Spécifications Techniques visées à l'article 2.



Le Titulaire s'engage à fournir, lors de l'exécution des prestations de formation des utilisateurs, toute la documentation, rédigée en langue française, associée à ces prestations. Il s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix.

ARTICLE 14 - RECEPTIONS

La réception sera prononcée après livraison, installation, configuration et essais sur site satisfaisants et acceptation par le CEA de l'Équipement et de l'ensemble des livrables établis en exécution du marché, conformément Spécifications Techniques et aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

La réception donnera lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties.

La réception, prononcée sans réserve, emporte transfert de propriété des Équipements au bénéfice du CEA.

ARTICLE 15 - GARANTIE

15.1 Garantie des Équipements

15.1.1 Durée de la garantie

La garantie (pièces, main-d'œuvre et déplacements) d'une durée de TROIS (3) ans à compter de la date de réception, portera sur l'ensemble des Équipements, y compris les parties éventuellement sous-traitées, et s'exercera conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

15.1.2 Périmètre de la garantie

La garantie couvrira la recherche des causes d'erreurs et de non-conformités, y compris le non-respect des performances visées dans les Spécifications Techniques. La garantie s'appliquera également aux modifications effectuées par le Titulaire.

Au cas où le CEA apporterait sans l'autorisation du Titulaire des modifications aux Équipements pendant la période de garantie, seules les non-conformités ou erreurs apparaissant sur une version non modifiée des Équipements seront garanties. De même, la garantie ne pourra s'exercer en cas d'utilisation par le CEA non conforme aux instructions du Titulaire.

15.1.3 Délais d'intervention pendant la garantie

Pendant la période de garantie des Équipements, le Titulaire s'engage à intervenir et à résoudre ou faire résoudre à ses frais les non-conformités ou erreurs constatées dans un délai de 15 jours ouvrés faisant suite à l'appel ou la notification par e-mail du CEA. Le Titulaire mettra à disposition du CEA les correctifs quand ils existent, c'est-à-dire, dès que les mises à jour sont disponibles. La mise à disposition des correctifs se fera via le réseau ou via un support numérique (ex : Clé USB). L'installation de ces logiciels sur FactoryIA sera effectuée par le CEA avec le support du Titulaire en cas de difficulté.



15.2 Garantie des interventions sur les Équipements

Chaque intervention sur les Équipements dans le cadre de la garantie de celui-ci (pièces détachées, main-d'œuvre et déplacements) fera l'objet d'une garantie d'une durée de trois 3 ans à compter de la date de réception de ladite intervention. Elle s'exercera conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

Le Titulaire s'engage à maintenir la connaissance des Équipements et la disponibilité des pièces détachées correspondantes pendant une durée minimum de 10 (dix) ans à compter de la date de réception de l'Équipement, afin de pouvoir répondre de manière satisfaisante à d'éventuelles demandes d'entretien ou de réparation.

ARTICLE 16 - DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION

T0 étant la date de signature par les Parties du présent marché, le Titulaire s'engage à respecter les délais d'exécution mentionnés ci-après :

- livraison	T0 + XX semaines
- installation	T0 + XX semaines
- configuration	T0 + XX semaines
- recette provisoire	T0 + XX semaines
- tests de vérification de bon fonctionnement sur site	T0 + XX semaines
- réception	T0 + XX semaines (T1)
- formation	T0 + XX semaines
- support technique et fin de la garantie	T1 + 3 ans

Les délais d'exécution associés à la garantie de l'Équipement sont précisés respectivement aux articles 16 supra.

ARTICLE 17 - MONTANT (sera complète dans le marché final en fonction de la levée des options)

Le montant total du présent marché est fixé à la somme forfaitaire et ferme de € HT
(..... **EUROS HORS TAXES**).

17.1 Caractère des prix

Les montants visés ci-dessus ont un caractère non révisable et sont réputés être établis sur la base des conditions économiques du mois de XXXX (mois de remise de l'offre).



**ARTICLE 18 - REGIME FISCAL**

Le présent marché est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur. Chaque terme facture sera assortie de la TVA.

Le Titulaire du présent marché s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA d'après les débits.

ARTICLE 19 - CONDITIONS DE FACTURATION**19.1 Echéancier de facturation des prestations**

Les prestations seront facturées selon l'échéancier suivant :

- 30 % du montant HT du marché et les taxes correspondantes à la constatation de la constitution des approvisionnements principaux dûment individualisés au nom du CEA et contrôlés, sur procès-verbal contradictoire signé par les Parties,
- 70% du montant HT du marché et les taxes correspondantes après livraison, installation matérielle complète et vérification de bon fonctionnement et la signature par les Parties du procès-verbal de réception sans réserve.

19.2 Modalités de facturation

Conformément aux articles L. 2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- le numéro SIRET du CEA : 775 685 019 00587 ;
- le code service : SAC-C ;
- le numéro de commande (n°4000.....)

ARTICLE 20 - CONDITIONS DE PAIEMENT

Le délai de règlement des factures est de trente jours à compter de leur date de réception par le CEA, pour les factures respectant les conditions de facturation définies ci-avant.



ARTICLE 21 - SOUS-TRAITANCE

Les conditions de recours à la sous-traitance sont régies par les dispositions de l'article 7 des CGA.

Toute opération de sous-traitance, de premier rang ou de rang supérieur, qu'elle soit décidée avant le commencement des prestations ou en cours d'exécution, est soumise à l'accord préalable et écrit du CEA au moyen du formulaire prévu à cet effet.

ARTICLE 22 - PENALITES

22.1 Pénalités pour retard d'exécution

Si le Titulaire ne réalise pas la prestation dans les délais d'exécution indiqués à l'article « Délais d'exécution », celui-ci sera redevable d'une pénalité de 2/1000 (DEUX POUR MILLE) du montant total hors taxes de l'Equipement par jour de calendrier de retard constaté à compter de la date contractuelle.

22.2 Modalités d'application des pénalités et plafond

Les pénalités définies dans le présent article sont :

- toutes cumulables,
- applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, facturées hors taxes directement par le CEA,
- cumulativement plafonnées à 10 % (DIX POUR CENT) du montant total HT du marché.

ARTICLE 21 - RESILIATION

21.1 Résiliation de plein droit

Pour tout défaut dans l'exécution d'une prestation non régularisée dans les huit (8) jours calendaires suivant la mise en demeure, le CEA pourra résilier le présent marché de plein droit sans préavis et sans autre formalité. La résiliation du présent marché pourra être effectuée dans les conditions de l'article 39 des CGA.

Le CEA pourra à tout moment et sans aucune indemnité, dans l'hypothèse d'un arrêt des programmes de recherche nécessitant l'utilisation d'eau lourde, sous réserve de l'observation d'un préavis de 3 mois. La résiliation sera prononcée par lettre recommandée avec avis de réception

21.2 Obligations du Titulaire en cas de résiliation

En cas de résiliation du présent marché, l'article « Confidentialité » continuera à produire ses effets.



Fait à Saclay,
en deux exemplaires originaux,
Pour le CEA,
Signature :

Date :

Pour le Titulaire,
Signature :

Date :





ANNEXE 1 - PERSONNEL DU TITULAIRE

1. Obligations générales du Titulaire quant à son personnel

- 1.1 Le Titulaire est tenu de respecter et de faire respecter par son personnel, affecté à l'exécution des prestations, objet du présent marché, les règlements en vigueur dans le Centre où elles sont exécutées, notamment en ce qui concerne l'accès, la discipline, les mesures de sécurité, la surveillance médicale.

Le Titulaire se conforme notamment :

- aux instructions générales de sécurité classique applicables aux entreprises extérieures travaillant sur le site où sont exécutées les prestations,
- au Code du travail et en particulier aux dispositions relatives aux travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure (art L4511-1, art R4511-1 et suivants),
- aux règlements édictés par le Centre ou l'établissement CEA concerné en matière de discipline, d'hygiène et de sécurité,

Il est précisé que l'accès au Centre de personnel âgé de moins de 18 ans requiert l'accord de la Direction du Centre Paris-Saclay.

- 1.2 Lutte contre le travail dissimulé et respect de la réglementation fiscale et sociale

Le Titulaire s'engage à remettre :

- lors de la conclusion du présent marché et tous les six mois à compter de sa signature, jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (s'il est établi en France) ou à l'article D.8222-7 (s'il est établi à l'étranger) du Code du travail et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail) ;
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique).

Le Titulaire doit s'assurer lors de la conclusion du marché, et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions générales d'achat du CEA).

2. Habilitation - Certification

Le Titulaire s'engage à fournir à la Direction du CEA Paris-Saclay, préalablement à l'exécution du présent marché, les certificats et les habilitations requis pour tous ses employés amenés à intervenir sur le site du CEA Paris-Saclay (travaux d'ordre électrique, conduite des appareils de levage et des engins de manutention, etc...) et signaler toute modification intervenant en cours d'année. Le CEA décline toute responsabilité délictuelle à l'occasion de dommages causés par les employés du Titulaire dépourvus d'habilitation.

3. Accès au Centre

3.1 *Demande d'accès (Laissez-Passer Entreprise Extérieure Prestataire)*

L'accès du personnel du Titulaire est subordonné à la remise d'une demande d'autorisation d'accès aux centres du CEA (DAASC) accompagnée de l'ensemble des pièces justificatives en format original et à l'obtention d'un avis de sécurité.

En conséquence, pour toute arrivée de personnel et quel que soit le statut contractuel de l'employé (CDI, CDD, intérimaire), le Titulaire doit procéder aux démarches mentionnées ci-dessous dans les délais suivants :

- 4 semaines avant l'entrée en vigueur du marché pour le personnel de l'Union Européenne (U.E.),
- trois mois avant l'entrée en vigueur du marché pour le personnel hors Union Européenne (U.E.).

3.2 *Liste des employés du Titulaire*

Dans les délais visés au 3.1 ci-dessus, le Titulaire transmet au Chef d'installation le formulaire de DAASC dûment complété pour chaque employé et confirme au Chef d'installation la liste des employés chargés de l'exécution des prestations pour l'établissement des fiches professionnelles nominatives (FPN).

Le Titulaire fait connaître au CEA les nom, prénom, date et lieu de naissance, nationalité et qualification des employés qu'il affectera à l'exécution des travaux faisant l'objet du présent marché.

En cas d'utilisation par le Titulaire, ou ses sous-traitants, de personnel intérimaire dans le cadre de l'exécution du présent marché, le Titulaire s'engage à présenter au Chef d'installation, en complément des éléments ci-dessus, le marché d'intérim de chaque employé.

La liste du personnel ainsi communiquée au CEA pour autorisation d'accès sera établie de telle sorte qu'un nombre suffisant d'employés soient munis de l'autorisation d'accès afin que le Titulaire puisse faire face à ses obligations.

Le Titulaire s'engage à n'utiliser que le personnel ainsi autorisé, et à retirer, sans délai, tout employé dont l'autorisation est refusée ou annulée par le CEA sans qu'elle puisse arguer de ce fait pour excuser quelque défaillance que ce soit dans ses obligations.

Délivrance du badge d'accès

Dans les délais visés au 3.1 ci-dessus, le personnel du Titulaire devra se présenter à l'accueil des entreprises à la Porte Nord (U.A. : Unité d'Accueil) muni des pièces suivantes :

Pour le personnel de l'Union Européenne :

- le formulaire CEA de Demande d'Accès (DAASC) dûment complété (le Titulaire doit gérer les échéances et les demandes de renouvellement éventuel des DAASC)
- une pièce d'identité en cours de validité (carte d'identité, passeport ou carte de séjour);
- l'attestation d'aptitude médicale aux nuisances définies sur la fiche de poste délivrée par le Service Médical du Titulaire, en cours de validité correspondant au classement radiologique.

Pour le personnel hors Union Européenne :

- le formulaire CEA de Demande d'Accès (DAASC) dûment complété (le Titulaire doit gérer les échéances et les demandes de renouvellement éventuel des DAASC) accompagné d'une photographie;
- le titre de séjour,
- l'original du certificat d'aptitude médicale aux nuisances définies sur la fiche de poste délivré par le Service Médical du Titulaire, en cours de validité.

Conformément à l'article 6 du règlement intérieur, le badge d'accès est strictement personnel et doit être restitué lors du départ.

3.3 *Retrait du droit d'accès et de personnel du Titulaire*

Le CEA se réserve le droit à tout moment de retirer le droit d'accès d'un employé du Titulaire, auquel cas, il notifiera sa décision au Titulaire, sans préavis, sans que ce dernier puisse arguer de ce fait en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution totale ou partielle de ses obligations prévues au marché.

Le Titulaire devra avertir le CEA 15 jours à l'avance, avant tout retrait d'un des employés normalement affecté à l'exécution du marché.

Tout retrait du personnel du Titulaire doit s'accompagner de la restitution du badge d'accès (sauf s'il y a d'autres accès pour d'autres marchés au même moment sur le même centre).

Ce préavis a pour but de permettre au CEA de mettre en œuvre ses procédures internes, conformément à la convention du travail.

4. **Traitement des données personnelles des salariés du Titulaire**

Toutes données personnelles des employés du Titulaire collectées, détenues ou autrement traitées par le CEA dans le cadre du présent marché respecteront la législation applicable en matière de protection des données, en ce compris mais sans s'y limiter, le Règlement Général sur la Protection des Données (Règlement EU 2016/679) (le « RGPD »). En conséquence, le CEA aura en charge de :

-mettre en place les mesures technologiques et organisationnelles nécessaires pour s'assurer de la protection des données collectées et le cas échéant traitées dans le cadre du présent marché ;

-traiter les données personnelles comme des informations confidentielles appartenant au Titulaire et uniquement traiter lesdites données pour permettre l'entrée du personnel du Titulaire sur le site du CEA et, si nécessaire, délivrer les badges d'accès, gérer les droits d'accès aux installations et éventuellement aux moyens informatiques et techniques auxquels ils devront accéder, vérifier les titres, permis et habilitations nécessaires à leur activité sur ce site, et faire réaliser l'enquête administrative destinée à vérifier qu'aucun fait les concernant n'est incompatible avec l'accès envisagé sur le site ;

-s'assurer que toutes personnes autorisées à accéder aux données personnelles sont soumises à une obligation de confidentialité et bénéficient d'une formation adéquate pour se conformer à cette obligation ;

-et conserver une traçabilité du traitement des données en conformité avec l'article 30 du RGPD.

5. Suivi médical

5.1 Dispositions générales

Le Titulaire et ses sous-traitants sont tenus de prendre en charge le suivi individuel de l'état de santé de leurs travailleurs auprès d'un service de santé au travail agréé.

Le médecin du travail du CEA assure, pour le compte du Titulaire et de ses Sous-traitants, la réalisation des examens complémentaires rendus nécessaires par la nature et la durée des travaux réalisés au CEA par les travailleurs du Titulaire et de ses Sous-traitants. Les résultats sont communiqués aux médecins du travail du Titulaire et de ses Sous-traitants, notamment en vue de la détermination de l'aptitude médicale des travailleurs intéressés.

Le Titulaire s'engage alors :

- à prendre rendez-vous avec le SST (secrétariat des Entreprises Extérieures) avant l'exécution des prestations afin que les examens complémentaires et/ou qu'une visite médicale précise l'absence de contre-indication au Poste de Travail,
- à faire passer les examens complémentaires prescrits par le SST pour son personnel et le personnel de ses sous-traitants (les frais de ces examens complémentaires étant pris en charge par le CEA),
- à exiger de son personnel qu'il se présente au SST le premier jour de démarrage des prestations (ou le premier jour de reprise lorsqu'il y a eu interruption de chantier) afin d'effectuer un point zéro et quelques jours avant la fin des dites prestations, afin qu'un point de fin de chantier soit effectué selon les prescriptions du SST,
- à fournir au SST la liste de ses travailleurs présents sur le chantier et à signaler au SST chaque arrivée ou départ de personnel.

Dans le cas où le service de santé au travail du Titulaire ou de ses Sous-traitants, ou celui auquel ils adhèrent, ne dispose pas de l'habilitation lui permettant d'assurer la surveillance médicale de ses travailleurs intervenant au CEA/Paris-Saclay, la surveillance médicale de ces travailleurs est exercée par le service de santé au travail du CEA. Les modalités de cette surveillance sont précisées par un accord écrit conclu entre le CEA et le Titulaire ou chacun de ses Sous-traitants. Les frais afférents sont à la charge du Titulaire.

En outre, lorsque le Titulaire ou ses sous-traitants interviennent régulièrement en tant qu'Entreprise Extérieure dans un centre du CEA, une convention conclue entre le CEA et le Titulaire ou chacun de ses sous-traitants peut prévoir que le service de santé au travail du centre concerné assure la surveillance médicale de leurs travailleurs intervenants.